

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 20 OCTOBRE 1978 - N° 773

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

FOYER SONACOTRA DE WOIPPY (MOSELLE)

Les flics agressent la manifestation



Les agressions policières contre les travailleurs immigrés en lutte sont constantes, comme à Marseille où les immigrés s'opposaient à la démolition d'un bidonville.

Comme des milliers de leurs camarades un peu partout, les résidents du foyer Sonacotra de Woippy (près de Metz) mènent avec le comité de coordination, la grève des loyers.

La police est intervenue mercredi soir pour faire appliquer le jugement avec un huissier au foyer : les affaires personnelles de plusieurs résidents ont été confisquées, les portes des chambres fermées ! Quelques heures plus tard, c'était la riposte par une manifestation devant le foyer. La police est intervenue une seconde fois, chargeant avec une violence inouïe : 20 blessés ont été relevés de l'affrontement, huit résidents ont été hospitalisés, quatre ont été gardés en observation, l'un avec un traumatisme crânien ; un autre est dans le coma.

Plusieurs manifestants ont en outre été embarqués par les flics : trois (deux résidents et un membre du comité de soutien) ont été gardés à vue et devaient passer devant le tribunal des flagrants délits jeudi matin !

Ainsi, la Sonacotra, après les procès précédents qui ont été des échecs grâce à la mobilisation des résidents, a décidé de frapper encore plus fort. L'objectif : casser définitivement, rapidement, la longue grève des résidents. Les violences de Metz indiquent la manière dont va s'y prendre la police pour faire appliquer les jugements des différents procès en cours.

Face à la répression, pour la satisfaction de leurs revendications, les résidents, regroupés autour de leur comité de coordination, doivent avoir plus que jamais notre soutien résolu !

Grenoble, Le Havre, Seine Saint-Denis

LES LYCÉENS A L'ACTION

Les lycéens continuent, quatre semaines après la rentrée officielle, leurs mouvements revendicatifs. Dans la Seine Saint-Denis (93), plusieurs lycées sont encore occupés par les lycéens pour protester contre les mesures Beullac ; des actions sont prévues pour le vendredi 20 octobre : manifestations, forums et débats au lycée occupé de Montreuil.

Au Havre, les lycéens aussi sont en lutte pour la réintégration de plusieurs d'entre eux au lycée Claude Monet. Pour exprimer leur refus de ces conséquences des mesures Beullac, ils ont organisé d'imposantes manifestations dans les rues de cette ville. D'autre part, ceux de Grenoble ont aussi leur journée d'action ce mercredi ; de nombreux établissements de la région sont ainsi mobilisés contre le plan Soisson, mais aussi contre l'avenir de chômage que leur réserve la société.

Lire en page 2

«L'AFFAIRE GUIRINGAUD» Un démenti qui n'en est pas un

S'expliquant devant l'Assemblée nationale, Barre n'a pas soutenu son ministre des Affaires étrangères, sans pour cela revenir en quoi que ce soit sur le fond des déclarations de Guiringaud. Il semble qu'on ait assisté à une manœuvre bien dans la tradition de la politique bourgeoise : par la voix de Guiringaud, le gouvernement français a fait savoir sa position sur le Liban. Et comme cette position suscite des réactions hostiles en France, c'est le ministre des Affaires étrangères qui porte le chapeau ! Sa position est désormais précaire au sein du gouvernement. Il n'en reste pas moins que la politique internationale reste un des domaines réservés du président de la République, et que les positions exprimées par de Guiringaud ont reçu son aval.

Lire en page 3

Sidérurgie : nouvelle journée d'action

Une nouvelle journée d'action a lieu ce jeudi dans la sidérurgie. A Paris, les représentants des fédérations syndicales rencontrent le ministre de l'Industrie, pendant que des débrayages ont lieu. La grève se poursuit à l'usine de Gandrange Rombas. Une autre grève a démarré mercredi à la centrale de Richemont, à l'initiative de la CFDT. Les CET en lutte sont eux aussi solidaires des sidérurgistes : des délégations d'élèves d'Hagondange ont ainsi été rendre visite à leurs aînés, les grévistes de Gandrange.

Giscard à Perpignan et en Andorre

Fier de son titre de co-prince d'Andorre, Giscard est allé faire un petit tour dans «sa» principauté. La veille, il s'est arrêté à Perpignan, investie pour la circonstance par les forces de l'ordre. Dans ses discours, il a notamment mis l'accent sur le nécessaire développement harmonieux des régions, ainsi que sur les garanties fournies aux viticulteurs en ce qui concerne l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

Lire en page 8

Kampuchéa : interview de Jacques Jurquet

Lire en page 6

Le Quotidien du Peuple
gravement menacé
25 millions d'ici
le 1^{er} novembre
pour
votre quotidien !

Lire en page 3



La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la

Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

Forces productives et rapports de production sous le socialisme

«Par l'expropriation des capitalistes et des propriétaires fonciers, l'essentiel des moyens de production et d'échange deviendront propriété du peuple tout entier.» (Projet de programme).

Effectivement, vu le caractère très concentré du capital financier, industriel et foncier d'une part, et d'autre part le développement important des forces productives dans une métropole impérialiste, il est impératif pour le nouveau pouvoir de la classe ouvrière de procéder immédiatement à la transformation du système de propriété des moyens de production et d'échange qui deviendront propriété du peuple tout entier.

Cette transformation est le résultat immédiat de la lutte de classe acharnée entre le prolétariat et ses alliés contre la bourgeoisie, qui s'est traduit par la prise de pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Mais n'est-ce pas unilatéral dans l'énoncé du programme de s'en tenir là ? N'y a-t-il pas le danger d'en conclure que la transformation socialiste du système de propriété étant effectuée pour l'essentiel, la lutte de classe acharnée qui l'a permise est aussi pour l'essentiel terminée dans le domaine de la transformation du système de propriété et donc des rapports de production ?

Et que la lutte de classe n'affectera plus pour l'essentiel que le domaine de la superstructure ?

A mon avis, en plus de l'énoncé qui est fait dans le projet de programme, il serait indispensable d'explicitier deux choses :

1. Que devient ce qui n'est pas compris dans «Pour l'essentiel, des moyens de production et d'échange», en particulier du point de vue du système de propriété.

Comment s'opère à travers la lutte de classe le passage par étapes au système de propriété du peuple tout entier ?

C'est le cas, dans l'agriculture, des différents types de coopératives, fondées sur la propriété privée collective. Dans quelle mesure peut-on ou non préciser les choses aujourd'hui ?

La question se pose pour l'artisanat ainsi que pour les petits entrepreneurs n'employant pas d'ouvriers ; de même pour le petit commerce...

2. Du fait de la poursuite de la lutte de classes, dans tous les domaines, dans la société socialiste, comment se résolvent les contradictions qui apparaissent entre le développement des forces productives et les rapports de production ?

L'enjeu de la lutte de classes pendant toute la période du socialisme est, bien sûr, la consolidation des acquis et donc du

système de propriété du peuple tout entier pour ce qui est de l'essentiel des moyens de production et d'échange et son extension progressive à l'ensemble.

Ceci dit, il me semble indispensable de spécifier la contradiction qui subsiste entre le développement des forces productives et les rapports de production et que leur résolution dans le sens des intérêts du prolétariat et de ses alliés est l'enjeu de la lutte de classes.

En conclusion :

1. Il est indispensable d'approfondir l'ensemble des questions relatives à l'édification du socialisme, en particulier, le concept de propriété du peuple tout entier qui ne figure pas en tant que tel dans «Le manifeste pour le socialisme».
2. Les développements mis dans le projet de programme sur la transformation de la superstructure,

du système politique, de la nécessité pour les travailleurs de remplir les fonctions d'État sont tout à fait indispensables dans la mesure où c'est bien la tâche immédiate qu'il faudra accomplir si l'on veut réellement instaurer le pouvoir de la classe ouvrière.

P.S. Proposition d'amendement : à la suite de la phrase citée en premier lieu, ajouter : «La supériorité du système socialiste sur tous les autres systèmes sociaux est qu'il permet, par la consolidation de la dictature du prolétariat, la résolution progressive de la contradiction entre le développement des forces productives et des rapports de production.»

Jules
Cellule Berliet
VENISSIEUX

ECOLE

Les lycéens grenoblois contre le plan Soisson

●Vendredi 13 octobre : le mouvement lycéen démarre sur Grenoble, à l'initiative d'élèves de première du lycée Jean Bart. L'après-midi, différentes manifestations partent et passent dans les différents lycées. Vers 16 h, 2 500 lycéens de Jean Bart, des Eaux Claires, Mounier, Champollion, Pablo Neruda, Vaucançon, Louise Michel, le LEP des Chirolles, Santa Lapur, convergent vers le rectorat. Grilles closes, portes fermées, refus de recevoir la délégation lycéenne, présence provocante de quatre cars de CRS. La dissolution se passe dans le calme, mais la déception est orageuse chez les lycéens. Le lendemain, des assemblées générales se tiennent dans les lycées et permettent l'élection de comités de lutte.

● Les suppléants du Val de Marne contre le concours interne

Les instituteurs et les suppléants du Val de Marne seront en grève le vendredi 20 octobre à l'appel du SGEN - CFDT. Ils entendent ainsi protester contre le concours interne du 25 octobre.

Dans le Val de Marne, environ 700 postes sont assurés par des suppléants dans les écoles maternelles et primaires, avec des contrats minimum de quarante jours par an. Or, pour que les suppléants soient titularisés, il faut qu'ils disposent du CAP en fin d'École Normale. Quarante cinq des suppléants du Val de Marne disposant du CAP sans avoir fait l'École Normale, sont ainsi contraints de se présenter au concours interne, et de suivre l'EN pour avoir des chances d'être titularisés ! L'autre scandale de ce concours, est le nombre de places limité à 75 alors que les candidats sont près de quatre cents (possesseurs du CAP compris). Les suppléants se mobilisent et envisagent diverses actions pour obtenir la titularisation sans passer par le concours interne.

«ECLAIRCIR LA BASE DES REVENDICATIONS»

A part le lycée Pablo Neruda où il y a grève, les cours se tiennent normalement le samedi. Lundi a lieu une coordination lycéenne à la Bourse du travail où est prévue une journée d'action pour le jeudi 19.

Très vite, les lycéens vont s'apercevoir qu'il y a deux types de comités : les uns dominés par l'UNCAL, officine du PCF, tels que les comités de Champollion, Stendhal et Jean Bart, les autres regroupant essentiellement des lycéens combattifs. Très vite, dès mardi, des contradictions au sein du comité de coordination lycéen vont se développer.

En investissant massivement ces comités, l'UNCAL a pu imposer une journée d'action «bidon» pour le 19, c'est-à-dire footing et pétitions dans le centre ville. Cette décision a été très mal acceptée par de nombreuses assemblées générales : désapprobation générale au lycée Pablo Neruda, qui bien qu'il se

soumette à la décision de la coordination, décide de bloquer une avenue de Saint Martin d'Hères avec diffusion de tracts pour le 19. Refus également de la part des lycéens des Eaux Claires de se soumettre à cette décision, le 19, ils organisent une journée de grève et reçoivent chez eux les grévistes de Santa Lapur pour tenir des forums de discussion ; de plus, les lycéens des Eaux Claires comptent approfondir dans la journée les contacts avec Pablo Neruda.

La lutte contre les propositions de l'UNCAL passe nécessairement par une structuration plus importante dans les lycées : c'est-à-dire préciser les revendications, les populariser, élargir et durcir le mouvement de grève. Si la suppression à plus ou moins long terme de l'éducation physique touche les lycéens, cela n'explique pas la rapidité et l'ampleur du mouvement, cela ne veut pas dire non plus que

les revendications touchant de façon plus générale l'enseignement soient exprimées. Chez quelques lycéens et surtout les jeunes des CET, le problème du chômage est à l'ordre du jour, en particulier sur Jean Bart, lycée d'un quartier populaire.

Si ces revendications ne sont pas encore clairement exprimées, elles sont posées. Il faut donc aller dans le sens de leur éclaircissement, de leur concrétisation. D'autre part, s'il est clair pour les lycéens que de nombreux professeurs soutiennent individuellement leur grève, il reste des illusions à lever par rapport à un soutien de leurs actions au niveau des syndicats enseignants ou étudiants. Illusion largement entretenue par l'UNCAL. Du côté des profs de gym, plusieurs journées de grève ont été lancées par le SNEP depuis le début de l'année scolaire, journées n'aboutissant à rien de concret et démoralisantes. L'obstacle

principal à l'action vient de la division entretenue par les différents syndicats. Journée de grève pour le SNEP, une pour le SNI, une pour le SNES, etc. qui tendent à accentuer l'isolement des profs désireux quand même de se lancer dans l'action contre le plan Soisson. Dans l'ensemble, les profs tendent à remettre en question leurs directions syndicales, ceux-ci allant jusqu'à refuser de participer aux prochaines journées de grève «bidon», et à rechercher des actions efficaces et plus dures.

Ce qui est décisif aujourd'hui pour la poursuite du mouvement sur Grenoble, c'est la capacité des lycéens à se constituer en force autonome, à isoler les points de vue révisionnistes (limitation à la réforme Soisson, formes d'actions isolées, et en appoint par rapport à d'autres mouvements, etc.), préciser leurs revendications et durcir leur lutte.

Correspondant

Le Quotidien du Peuple gravement menacé

25 MILLIONS D'ICI LE 1^{er} NOVEMBRE

Multiplier, dès aujourd'hui, toutes les initiatives nécessaires

Quelques sommes ont commencé à nous parvenir. Des lecteurs ont compris la situation dans laquelle se trouve leur journal, les graves menaces qui pèsent sur le Quotidien du Peuple. C'est un signe encourageant. Mais on est encore très loin du compte : c'est 25 millions au 1^{er} novembre pour couvrir les échéances impérieuses qui sont les nôtres ; c'est dès maintenant, dans les jours qui viennent qu'il est nécessaire de multiplier les initiatives.

Nous l'avons déjà dit, il faut que chaque lecteur en soit convaincu : le passage à huit pages n'est qu'une première mesure rendue obligatoire au vu de l'état d'avancée de la souscription. Les faits sont là, dans toute leur rigueur : pour ne pas être conduits à prendre d'autres mesures d'économie, il nous faut enregistrer des sommes significatives dans les jours qui viennent.

Des initiatives de toutes sortes doivent être prises pour collecter les sommes nécessaires : ventes de masse avec collectes, démarches

diverses (auprès d'amis par exemple) vente d'objets, de livres... Toutes les idées sont à utiliser, tous les moyens sont à prendre. L'objectif, c'est de souscrire et de faire souscrire, collecter, multiplier les initiatives pour que le Quotidien du Peuple continue de vivre.

Tournus	
D.P.	200
Joinville	
J.M.G.	100
Rouen	
D.G.	25
Livry Gargan	
G.L.	100
Orsay	
J.P.	250
Villeneuve	
R.G.	50
Wattrelos	
J.-P. L.	250

Blois	
P.F.	550
Yvrac	
J.A.	150
Pau	
Un ouvrier, une employée	150
Besançon	
J.P.S.	200
Audincourt	
M.G.	200
Paris 14 ^e	
N.C.	200
Paris	
R.B.	150
F.T.	100
J.M.	100
Un ouvrier	100
Gif/Yvette	
J.P.	250
Paris 11 ^e	
P. et S. pour que le QdP revienne à 12 pages	1 000
Paris	
J.L.R.	500
Total	4 625
Total précédent	28 799
NOUVEAU TOTAL	33 424

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse F.

Nom :

Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F

Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

La polémique sur les déclarations de Guiringaud

Les propos du ministre n'étaient pas des lubies personnelles

Les remous provoqués par la déclaration du ministre français des Affaires étrangères continuent. Après les réponses indignées des socialistes et de certains membres du RPR, Barre est venu s'expliquer mercredi après-midi à l'Assemblée nationale. Le ministre, absent de l'Assemblée mercredi, devait intervenir ce jeudi matin devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

«Ce sont les milices chrétiennes, et en particulier celles de M. Chamoun, qui portent la responsabilité principale des événements tragiques de Beyrouth au cours des deux dernières semaines.» Ces paroles du ministre des Affaires étrangères ont suscité en France des oppositions qui ne répondent pas sur le fond des positions exprimées. Lorsque Messmer parle d'une «déclaration qui peut être utili-

sée pour justifier d'autres massacres», il ne dit rien sur les faits énoncés par le ministre, selon lesquels les milices de Chamoun préparaient une attaque d'ampleur en septembre et en octobre. Il faut d'ailleurs faire remarquer que les réactions publiques des membres du RPR n'émanent pas des principales têtes de file : ni Chirac, ni Debré, ni Couve de Murville ne sont montés en tête dans ce combat.

La position de Barre semble prendre des distances par rapport aux propos de son ministre (voir encart). Toutefois, il faut remarquer qu'il ne désavoue pas sur le fond des reproches faits aux milices, la déclaration de son ministre. Il aurait du reste été étonnant que celui-ci ait fait des déclarations reflétant uniquement ses vues personnelles. Dans le fonctionnement des institutions, il est de tradition que la politique extérieure

soit un domaine réservé au président de la République : il est donc probable que les propos de Guiringaud reflètent le point de vue du chef de l'État. Il s'agissait de faire savoir de la façon la plus nette aux milices de Chamoun qu'elles ne devaient pas compter sur une aide extérieure, et que le gouvernement français voit d'un mauvais œil leur action qui pourrait relancer le conflit au Liban, amener Israël à intervenir de plus en plus ouvertement et par voie de conséquence, créer des difficultés aux négociations israélo-égyptiennes.

On s'interrogeait, à propos des dernières déclarations de Guiringaud, sur le fait de savoir s'il conserverait longtemps encore ses fonctions. Des sources proches des milieux dirigeants affirment depuis plusieurs mois qu'il est



question que le ministre soit prochainement admis à faire valoir ses droits à la retraite. Ce ne sont donc pas spécialement ses dernières déclarations qui sont en cause. Il est toutefois probable que du côté de l'Élysée, on lui ait fait tenir ces propos en tenant compte de son départ prochain.

Les déclarations de Barre (extraits) «Ce qui a été fait, ce qui est fait à l'heure actuelle, ce qui sera fait, répond à l'élan spontané de sympathie que le peuple français éprouve pour le Liban, et tout particulièrement pour cette communauté chrétienne si éprouvée (...) Dans le drame qui se déroule au Liban, ce qui est important, n'est pas de juger, encore moins de condamner. Même s'il est parfois nécessaire de rappeler que l'émotion ou la sympathie ne doivent pas engendrer la partialité.»

● Accord État-Ville de Paris

Le conflit qui oppose la Ville de Paris à l'État vient de faire l'objet d'un accord. La Ville de Paris paiera moins au titre des dépenses de police en 1979 (151 millions au lieu de 315). En contre-partie, elle paiera davantage pour les pompiers (52 millions en plus), ainsi que pour la retraite des policiers (102 millions de plus). Le conflit qui opposait la Ville de Paris à l'État a donc trouvé une solution dans le sens que souhaitait l'État. Il semble bien que l'armistice décidé par le RPR entre en application.

● PME : renforcement de l'aide de l'État

Le Conseil des ministres de mercredi s'est particulièrement penché sur le sort des petites et moyennes entreprises. Plusieurs dispositions ont été prises, qui renforcent celles déjà existantes, destinées à renflouer à coup de millions les petites entreprises en difficulté. Les rôles du C.J.A.S.I. (Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles), et celui des C.O.D.E.F.I. (comités départementaux d'examen des problèmes de financement des entreprises), vont être accrus. Derrière ces sigles compliqués, se cache un mécanisme simple : quand une petite entreprise est en difficulté, une commission se saisit de son cas, et décide s'il faut la couler, ou la renflouer à coup de millions, donnés au patron bien sûr. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la politique de Barre : éliminer les canards boiteux, mais aussi favoriser les petites entreprises susceptibles d'exporter et de se placer dans des «créneaux» rentables.

RECTIFICATIF

Une coquille a rendu incompréhensible une phrase de notre article sur les déclarations de Guiringaud : dans le dernier paragraphe du chapeau d'article il fallait lire : «Les pays occidentaux dans leur souci de maintenir un statu quo au Liban paraissent soutenir les décisions prises par la réunion des pays arabes».

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

POLITIQUE

● Un des trois racistes de Toulouse remis en liberté

Un des trois tortionnaires d'un jeune Algérien à Toulouse vient d'être remis en liberté. Il s'agit d'un certain Neveu, acolyte du tortionnaire Pujol. Lequel Pujol bénéficie probablement d'appuis haut placés : on dit qu'il sortait parfois de sa poche une carte du SAC. Qu'il assurait la «couverture» des colleurs d'affiches du RPR. Qu'il assurait même la protection de Chirac lors de son passage à Toulouse.

Le scandale est à ce jour encore plus révoltant : premièrement le racisme n'a pas été retenu comme premier chef d'inculpation, deuxièmement un des trois individus est libéré 10 jours après l'ignoble soirée !

● La mort de Prouvost un patron d'un autre temps

Jean Prouvost, un des derniers magnats de la presse, est mort dans la nuit de mardi à mercredi. Comme le célèbre Citizen Kane, il restera un symbole de ces gros capitalistes qui se payaient des journaux avec les profits arrachés sur le dos des travailleurs du textile. Prouvost c'était Marie Claire, Paris Match, Télé 7 jours, Le Figaro, RTL, etc. Depuis quelques années, l'empire de presse de Prouvost avait été dispersé aux quatre vents, à grands coups de milliards.

● Marcel Dassault dans un état grave

Marcel Dassault publie, dans divers journaux, dont le Figaro, une lettre à Fabre sur le problème du chômage. Il préconise un impôt de solidarité pour équiper l'industrie française. Il déclare également : «Il faut aussi penser au travail des ouvriers d'art et des artisans. Pour cela, créer un style V^e République, comme l'ont fait tous les régimes qui nous ont précédés : la Royauté, l'Empire et la III^e République (...)

La nouveauté incitera les acheteurs à renouveler la décoration et l'ameublement de leur appartement aujourd'hui démodés (...). Il faudra prévoir ensuite une exposition des Arts décoratifs qui fera venir en France dix millions d'étrangers qui sont des acheteurs en puissance et tout ce qui caractérise une nation en fête sera mis en œuvre pour faire honneur à nos hôtes. Ce jour-là, la jeunesse de France aura perdu sa morosité et retrouvé son sourire». Le pronostic est réservé. M. Dassault a 86 ans.

Grève des municipaux à Montreuil (Seine Saint-Denis)

«ILS PARLENT COMME LES MINISTRES DE GISCARD»

La vague de luttes des communaux dans les municipalités à hégémonie PCF, que l'on avait connue avant les congés dans la région parisienne, semble décidée à redémarrer. Les municipaux de Pantin arrêtaient le travail lundi pendant quelques heures pour exiger la levée de sanctions frappant des animatrices maternelles et un ingénieur des services techniques. A Montreuil, plus de la moitié

de la grève des communaux de Montreuil suscite une vive agitation à la mairie. La municipalité, on s'en doute, est en position difficile. Traditionnellement, elle versait une subvention aux œuvres sociales de la municipalité qui le reversaient elles-mêmes aux municipaux sous forme d'un treizième mois incomplet. Mais les communaux jugent que cela n'est pas suffisant, qu'ils ont droit à un treizième mois intégral. Jusqu'à cet automne, la municipalité est parvenue à les convaincre qu'elle était «avec eux», mais que la préfecture ne lui donnait pas les moyens suffisants pour satisfaire intégralement cette revendication. Mais, lors des rencontres qu'ils ont eues avec le bureau municipal, il leur a été dit à l'intersyndicale que «Montreuil n'était pas la plus pauvre des municipalités et que s'il le fallait vraiment, elle aurait les moyens d'accorder le treizième mois». Toutefois, elle s'empressait d'ajouter qu'elle ne pouvait le faire par solidarité intercommunale. Cet argument ne peut bien sûr convaincre les communaux, d'autant plus que des municipalités de droite, Lyon par exem-

ple, accordent déjà le treizième mois.

L'attitude de la municipalité dans le conflit entraîne chez nombre de communaux, y compris des membres du PCF nombreux à travailler à la mairie, une prise de conscience douloureuse. Il y a de quoi !

DUFRICHE = PATRON

Les procédés du maire sont exactement les mêmes que ceux de n'importe quel patron. Ainsi, la municipalité, pour répondre au tract de l'intersyndicale (la CFDT ultra-minoritaire participe au mouvement) a fait diffuser dans tous les foyers de Montreuil une lettre dans laquelle elle s'appuie sur des idées du genre : «Les communaux ne sont pas les plus malheureux» ou encore : «Si nous satisfaisons leur revendication, cela se fera au détriment de réalisations sociales qui profiteraient à tous les Montreuillois». «La mairie se comporte comme n'importe quel ministre de tutelle aux PTT ou à la SNCF» devait déclarer un des responsables de la CGT, membre connu du PCF mercredi

du personnel communal (qui compte 1 700 personnes) participe à une grève tournante depuis vendredi dernier. Ils revendiquent un treizième mois complet. Les animateurs culturels de la ville, après une assemblée à la Bourse du travail, décidaient également d'aller occuper le couloir devant le bureau de Dufriche, le maire.

Le matin lors d'une Assemblée générale. Mais Dufriche, le maire, appelle aussi à la délation. Ainsi, il a demandé aux chefs de service de remplir chaque jour le «cahier de présence», afin de signaler les grévistes. Le syndicat des cadres refuse de jouer ce rôle. Cette unité dans le mouvement amène alors certains chefs, comme un certain Gillet, à intimider les femmes de service pour s'assurer qu'elles ne seront pas en grève en fin de semaine pour assurer le service des banquets organisés par la mairie. «Ce sont des pressions inadmissibles» devait dire un responsable syndical à l'AG. «Ce monsieur qu'on nous envoie dans les négociations en nous le présentant comme un syndicaliste se comporte de manière scandaleuse. Qu'il s'adresse aux délégués, s'il veut des informations sur la grève.»

Ce mouvement des communaux suscite des contradictions au sein du PCF lui-même.

LE PCF DIVISÉ

Ainsi, des militants connus pour leur attachement au PCF n'ont pas hésité, à

la réunion de la section «centre» à tenir tête au maire. La section s'est d'ailleurs déclarée solidaire des communaux. Le comité de ville du PCF en revanche est hostile au mouvement... Naturellement, en lisant les tracts que l'intersyndicale distribue et en discutant avec les communaux, on sent une certaine gêne à se trouver ainsi confronté à la mairie. Cela se traduit concrètement par de multiples attaques contre la préfecture (qui tient pour une part les cordons de la bourse) mais beaucoup plus clairement qu'autrefois, la responsabilité de la mairie est également mise en avant : «Ils essaient de dresser la population contre nous, ils parlent comme les ministres de Giscard, ils portent atteinte au droit de grève et au droit syndical»; autant de réflexions entendues à l'AG de mercredi. Les communaux font d'une certaine manière l'expérience de ce qu'aurait été la gestion du PCF si les partis du Programme commun avaient emporté les élections.

François MARCHADIER

«Le droit de propriété contre le droit à la vie»

Hier, se tenait le procès intenté par la RIVP contre l'Inter-comité du Marais. Cinq familles anciennement occupantes, deux membres de l'Inter-comité du Marais dont sa vice-présidente et le président de l'APAUM (atelier populaire d'urbanisme) étaient les boucs émissaires pris à partie par la RIVP qui leur demandait 67 millions.

Le blocage de l'accès à la salle d'audience par deux gendarmes alors que plus d'une centaine de personnes était venue soutenir les accusés, n'a pas empêché la Défense de contre-attaquer d'une manière exemplaire.

D'abord sur la forme, en démontant une à une les «preuves» de la RIVP.

Mais surtout, en faisant de ce procès le procès du droit pénal (droit de propriété) opposé au droit vital (droit au logement).

Nous reviendrons dans nos colonnes de demain sur le procès dont il faut souligner qu'il fera certainement date dans les annales juridiques.

Le jugement sera rendu dans 4 ou 5 semaines.



LARZAC RESISTANCE !

Les paysans du Larzac se battent depuis sept années pour empêcher l'extension du camp militaire. Fin 1975, le préfet de l'Aveyron déclarait : «La contrainte est levée, il n'y aura pas d'arrêt de cessibilité».

Aujourd'hui le gouvernement vient d'engager des épreuves de force sur le Larzac. Le préfet de l'Aveyron vient de signer des arrêtés de cessibilité sur deux communes, ceci annonce la fin de la procédure administrative relative à l'extension du camp. Dans 6 mois au plus, mais peut-être demain, une quarantaine de familles de pay-

sans peut-être expropriée, puis expulsée. Le projet d'extension du camp est maintenu dans son intégralité.

La résistance des paysans et le soutien populaire qu'elle suscite, ont conduit le pouvoir à un échec cuisant. En sept ans, l'armée n'a pu acquérir que 38 % des surfaces convoitées et ne peut en acheter plus. Ces achats dispersés sont inutilisables par les militaires qui ne peuvent empêcher les paysans d'en exploiter la plus grande partie. Pour 4 paysans qui sont partis, 8 nouvelles exploitations se sont instal-

lées. Depuis 1971, le Larzac est un symbole national et international contre l'arbitraire de l'Etat et contre l'envahissement par l'armée, un symbole de lutte pour le droit de «vivre, travailler, et décider au pays», luttés ouvrières autant que paysannes.

Le coup de force du pouvoir arme une nouvelle phase de notre combat. Notre réponse est claire : «Nous gardons le Larzac». Notre demande est précise : «Abandon pur et simple du projet d'extension du camp». Pour cela, nous demandons à tous ceux et celles qui se recon-

naissent dans notre lutte de se mobiliser et d'entreprendre toutes les formes d'action de soutien (...).

Quand Giscard attaque le Larzac, nous sommes tous concernés ! Tous ensemble gardons le Larzac !

Comité Larzac-Grenoble

Meeting d'information et de soutien aux paysans du Larzac

vendredi 20 octobre
19 heures Amphi 6
Avenue Général Marchand
Place de Verdun
En présence de paysans du Larzac
Film - débat

● Expériences nucléaires françaises à Mururoa nouvelle technique

L'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) vient d'annoncer que le CEA mettra au point en 1979 des matériels permettant de faire des tirs nucléaires dans l'eau intérieure de l'atoll de Mururoa, en Polynésie. Jusqu'ici, les expériences nucléaires françaises ne pouvaient se faire qu'à la surface émergée de l'atoll. Outre cela, le programme de la branche militaire du CEA portera en 79 sur l'équipement des sous-marins thermonucléaires, le développement des charges nucléaires prévues pour le missile M 4, et la livraison de charges tactiques pour les missiles Pluton.

● Les flics au secours de l'AREA

Dix personnes ont été blessées par les charges de CRS à Thorens-Glières (Haute-Savoie). La société des autoroutes Rhône-Alpes (AREA) a récupéré par la force le 17 octobre le site de la future carrière de Thorens-Glières. Cette carrière doit fournir les 140 000 tonnes de sable et de gravier destinées à la construction de l'autoroute Annecy-Genève. Deux escadrons de garde-mobile sont intervenus vers 6 h 30 du matin pour dégager les accès au cône d'éboulis naturel occupé par les habitants du village depuis près de huit mois. A peine l'intervention policière déclenchée, le tocsin résonnait au village. 200 habitants portaient aide aux occupants, à proximité du site du Bois Brûlé, et se voyaient évacués par les flics.

Saint-Florentin (Yonne)

BSF OCCUPÉE

Saint-Florentin ? Une ville de 7 000 habitants, dans le département de l'Yonne. Après de nombreux licenciements dans différentes usines, le Florentinois a le très triste privilège de prendre le peloton de tête pour le taux de chômage dans l'Yonne : 11 %, avant que ne soit envisagée la fermeture de l'usine BSF. Car une nouvelle usine BSF est menacée de fermeture !

BSF est une entreprise employant 117 ouvriers ; elle fabrique des cuves ; la

production s'écoule entièrement sur le marché français, dont elle occupe 43 %. Son principal concurrent est Renault, sa clientèle est essentiellement paysanne. C'est une entreprise familiale : le patron a casé toute sa famille, femme, enfants, etc. En septembre 1977, les ouvriers passaient à 40 heures, avec 11,4 % de perte de salaires. Les salaires avaient déjà 80 % de retard sur l'évolution du SMIC. Le 10 novembre 1977, c'était le dépôt de

bilan. L'activité continuait par autorisation du tribunal de commerce sous contrôle financier du syndicat pour essayer d'obtenir le concordat, c'est-à-dire la possibilité de payer progressivement sur 10 ans le déficit. Aujourd'hui, c'est la menace de fermeture. La cause ? « *Le miracle sèche-ressé* (de 1976) ne se reproduit pas » (!). Autrement dit, les cuves se vendent moins.

Les travailleurs, avec leurs délégués CGT, ont

décidé à mains levées, de prendre la voie de la lutte, à 50 %. Jeudi 19, ils vont chez le syndicat pour être informés sur les licenciements. Les travailleurs ne se contentent pas d'occuper, ils prennent en main, avec leurs délégués CGT, la popularisation dans la région, où la situation de l'emploi devient catastrophique. Ils ont obtenu la solidarité des commerçants de la ville, ainsi que des communes environnantes.

Correspondant

Foyers Sonacotra (Reims)

MENACES DE MORT CONTRE UN SYMPATHISANT ET DES RESIDENTS

A Reims, deux foyers Sonacotra sont en grève depuis un mois et demi sur la plate-forme nationale du comité de coordination pour obtenir une diminution du loyer, l'obtention du statut de locataire et une amélioration de leurs conditions de logement.

Un sympathisant de la grève a trouvé dans la boîte aux lettres de son immeuble une lettre d'insultes accompagnées de menaces de mort. Sa femme est également menacée dans la lettre.

Les collègues de travail du sympathisant de la grève

ont tenu à protester fermement dans une déclaration : « *Les personnels du collège de Fismes (Marne) s'élèvent contre certains faits de type fasciste qui semblent resurgir périodiquement dans notre région.* »

L'un d'entre nous qui s'intéresse à la lutte des travailleurs immigrés logés au foyer Sonacotra près du boulevard Franchet d'Esperey à Reims — et c'est là une manifestation de sa liberté de citoyen quoiqu'on pense de la question — a reçu dernièrement

des menaces de mort précises. Ce professeur pourrait par exemple se faire faucher sur la chaussée par un chauffard. Les insultes ordurières ainsi que l'expression d'un racisme outrancier sont également la marque de la missive anonyme.

Quand on sait que c'est à Reims, il y a peu, que le travailleur Pierre Maître s'est fait assassiner dans son usine, lors d'une grève qui est restée ainsi dans la mémoire de tous les Rémois, ces menaces de mort à propos d'une autre grève (refus par les travail-

leurs immigrés et français résidents de payer des loyers exorbitants) ne peuvent pas passer pour anodines. »

Quelques papiers contenant insultes et appel à la délation ont d'autre part été distribués dans d'autres boîtes aux lettres de l'immeuble où loge le sympathisant.

Des résidents du foyer Sonacotra ont, eux aussi, reçu de telles menaces de mort. Les plaintes ont été déposées.

Correspondant

Hôtel Hilton (Paris)

GREVE TOTALE POUR LES SALAIRES ET LES HORAIRES DE TRAVAIL

Depuis le jeudi 12 octobre, à 7 h 30 du matin, la majorité des employés de l'hôtel quatre étoiles Hilton à Paris est en grève totale. Les revendications ? Elles sont nombreuses et portent pour l'essentiel sur les salaires et les conditions d'horaire et de travail. Dans d'autres hôtels de même type, les employés ont engagé également la lutte sur des revendications similaires : chez Sofi-

tel (deux hôtels), à l'hôtel Suffren. C'est à la suite d'une entrevue négative avec la direction, que la grève s'est déclenchée à l'hôtel Hilton. Les grévistes réclament le 13^e mois, 40 heures de travail par semaine, la cinquième semaine de congés payés et l'augmentation de leurs salaires.

Jusqu'ici les employés (plongeurs, femmes de

service) faisaient non seulement de nombreuses heures supplémentaires, mais qui, en plus, n'étaient pas payées. Il n'était pas rare que des employés travaillent jusqu'à 1 heure du matin pour recommencer à 7 heures... le « *lendemain* » en fait quelques heures plus tard !

Les salaires ? Ils ne valent pas mieux que les conditions de travail : pour 9 heures de travail quotidien, des plongeurs gagnent 2 000 F mensuels ! Depuis plusieurs années, pour imposer cette surexploitation, la direction de l'hôtel emploie divers moyens : le chantage à l'emploi (si vous n'êtes pas contents, il y a des milliers de personnes qui attendent de vous remplacer). De plus elle a institué de manière systématique le système des embauches à contrat déterminé. En général, les employés sont embauchés avec des con-

trats de trois mois ; une révolte quelconque, le refus de faire des heures supplémentaires, exiger qu'elles soient payées ? C'est la porte.

Alors, les employés en ont eu assez. Ils se sont mis en grève. Chaque jour, la grève est reconduite en assemblée générale. La direction de l'hôtel, qui n'avait pas vu de mouvement de grève depuis des années, refuse de céder quoi que ce soit. Pour intimider les grévistes, et protéger les directeurs et chefs de service essayant péniblement de servir quelques petits déjeuners, la direction a fait appel à des gorilles armés qui stationnent dans les locaux. Autour de l'hôtel, pour empêcher toute occupation sans doute, des voitures de police tournent en permanence. Voilà qui n'intimide pas les grévistes. Ils continuent leur mouvement.

Nouvelles de Franche Comté

● Egecor : une ouvrière a quatre doigts coupés

Une ouvrière des établissements Egecor a eu quatre doigts coupés à la main droite. La CGT exige que les causes exactes soient recherchées et soient rendues publiques. Le rapport de la direction évoque « *la rapidité d'exécution de l'ouvrière* » comme circonstance ayant pu favoriser l'accident.

● Avec le mois d'octobre nouvelles menaces sur l'emploi

● 45 nouveaux licenciements vont avoir lieu à l'usine Hoover de Dijon. Il y avait déjà eu plus de 200 licenciements en 1976 à la suite de l'arrêt de la fabrication de machines à laver.

● Dépôt de bilan des tricotages mécaniques de Pontarlier : 48 suppressions d'emploi sur les 362. Ces mesures touchent l'emploi dans les trois usines du groupe : Pontarlier, Ornan et Levier.

● A Qungey, 38 chômeurs supplémentaires dans la seule usine qui reste dans le secteur !

● Les travailleurs engagent la lutte contre l'austérité et la crise

— Débrayages à l'usine Maveg-Superior : 90 % des travailleurs, avec leur section syndicale CGT, revendiquent 50 % d'augmentation au moment où l'entreprise vient de conclure un accord avec la ville de Besançon, pour construire une nouvelle usine. Cette usine sera située en plein dans la ZUP de Planoise. Les arguments de la municipalité (conserver à tout prix les taxes versées par cette entreprise) et l'espoir d'un accroissement de l'emploi (28 par an) n'ont guère convaincu d'ailleurs les Planoisiens qui rejettent ce chantage à l'emploi.

● Mischler : encore un plan de restructuration

A l'appel de la CFTD, le personnel refuse les conséquences du énième plan de restructuration qui risque d'ailleurs cette fois-ci d'être un plan de liquidation pure et simple au grand bénéfice des ciments Lambert (l'héritage du fasciste Le Pen). Les travailleurs ne veulent pas être dispersés dans les différentes usines de la Haute-Saône ; ils refusent de voir leur salaire à nouveau amputé par les réductions d'horaires.

● Les travailleurs du magasin, à l'appel de leur section syndicale CGT, ont débrayé pour exiger une hausse de leur salaire et l'embauche.

● Des débrayages ont eu lieu aux postes de Vesoul, contre le licenciement de 11 agents.

● SNCF : suppression du dépôt de locomotives de Besançon ?

Les projets de suppression de la gare de Besançon comme dépôt de locomotives se confirment. Ceci dans le cadre du rapport Guillaumat. Le personnel de Besançon était déjà passé en quelques années de 250 à 150 personnes, ce qui signifie pour les roulants l'allongement de la journée de travail pour ceux qui sont en poste à Dijon ou ailleurs, et la dégradation du service pour les usagers de la région. Ne va-t-on pas jusqu'à aller privatiser la SNCF pour le compte de Peugeot, comme le gouvernement veut faire pour les PTT ? Déjà, les terrains du dépôt et les voies sont convoités par le monopole immobilier de la région : la SMCI. Face à ces menaces, une mobilisation d'ensemble des travailleurs de la région s'impose, les cheminots n'étant pas les seuls concernés.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Paris : la Librairie Palestine attaquée

LES RESPONSABLES SONT
LES SIONISTES ET LES FASCISTES LIBANAIS● Italie :
vague
de grèves

La péninsule italienne est actuellement secouée par de nombreuses grèves qui touchent plusieurs secteurs : transports ferroviaires, hôpitaux, universités et magistratures. Une grève nationale est prévue pour le 20 octobre.

Mardi après-midi, la Librairie Palestine était attaquée par un commando de cinq personnes se nommant «*les Combattants pour la Défense d'Israël*». Ils mettaient le feu à la librairie, au stock des revues et livres et frappaient le camarade présent jusqu'à ce qu'il s'évanouisse. Ce n'est pas la première fois que la Librairie Palestine est attaquée, mais il

est probable que cette fois-ci, les fascistes libanais y ont pleinement participé. Quand ceux-là s'alignent avec les sionistes au Liban, il n'est pas étonnant qu'ils soient des «combattants d'Israël» en France.

Du fait de leur isolement sur le terrain, les fascistes libanais ont déclaré la guerre en France à tous les patriotes arabes. Il y a une

semaine, ils attaquaient des patriotes libanais à la Cité Universitaire avec des armes à feu.

Les organisations patriotiques arabes ont demandé au Président de la Cité de fouiller les chambres de la Maison du Liban pour retrouver les armes. Il est certain que les fascistes libanais ont un soutien total des organisations sionistes et d'extrême-droite

en France. Ils n'ont pas hésité à manifester avec la LICA, organisation sioniste connue, lors des derniers événements au Liban. Les agissements des fascistes libanais sont protégés par tous ceux qui ont pris position en leur faveur, lors des derniers combats, que ce soit à la radio, à la télévision, dans les journaux et chez les divers

députés et autres hommes politiques.

En attaquant la Librairie Palestine, les sionistes et leurs agents ont voulu empêcher l'expression du peuple palestinien en France. Mais tous les patriotes arabes, soutenus par les forces progressistes en France, s'opposeront fermement à ce complot.

150 soldats mauritaniens
libérés par le front Polisario

Le Front Polisario libérera 150 soldats mauritaniens faits prisonniers au cours des combats qui se sont poursuivis pendant trois ans. Des sources proches de la représentation du Front en Europe soulignent que cette décision constituait un nouveau geste de bonne volonté à l'égard du gouvernement mauritanien et de l'opinion publique internationale, un geste d'amitié à l'égard du peuple mauritanien.

La décision a été prise le 12 octobre, devenu journée de l'unité nationale sahraouie. C'est à cette date que le roi Hassan II a lancé son agression contre

le Sahara, croyant à une promenade militaire. C'est à cette date que tout le peuple sahraoui, aussi bien de l'intérieur, que les exilés du Maroc et de Mauritanie, lui a fait front, affirmant hautement que toutes les tentatives de le diviser échoueraient.

Le geste du Front devrait permettre que les négociations se poursuivent dans de bonnes conditions. Mardi soir, le Front Polisario annonçait que les négociations de paix entre les deux délégations plénipotentiaires de la République Arabe Sahraouie Démocratique et de la République islamique de Mau-

ritanie ont repris mardi dans la capitale d'un pays ami qui souhaite que la dynamique de paix aboutisse.

De son côté, le colonel Kadhafi a annoncé que le problème de la reconnaissance de la RASD serait soumis à l'approbation populaire.

Sur le terrain, les combats se poursuivent dans les zones occupées. Les dernières informations remontent aux journées du 11 et du 12 octobre au cours desquelles la garnison de Bir Enzaran a été pilonnée et une colonne marocaine a été attaquée au nord de Smara.

Négociations Egypte-Israël

La main de Carter
dans les papiers de Dayan

La négociation entre Dayan, le ministre israélien et Ghali, le ministre égyptien, se poursuit à Washington, dans un secret relatif. Le seul élément nouveau était l'intervention de Carter, qui a reçu successivement le délégué israélien puis le délégué égyptien. Les interprétations de cette démarche sont divergentes : selon Dayan, «*nous avons rencontré des difficultés dans nos négociations avec l'Égypte*». Selon Carter, «*il n'y a aucun problème particulier*». Selon l'Égypte, des «*progrès*» ont été accomplis mais des «*zones restent à examiner*».

Ces appréciations différentes pourraient être le symptôme que des problèmes importants sont en discussion sans pour autant menacer la suite de la négociation, pour l'instant.

Les déclarations du gouvernement israélien devraient éclairer ce fait : à l'issue d'une réunion extraordinaire de son gouvernement, au cours de laquelle furent examinés les points d'accord déjà obtenus, et les points de discussion, Begin a déclaré aux députés que «*Jérusalem resterait la capitale réunifiée d'Israël*», qu'«*Américains et Arabes*

ne peuvent avoir aucun doute à ce sujet». Ainsi, la négociation pourrait buter sur le cadre même de l'accord égypto-israélien en discussion : soit un accord exclusivement bi-latéral comme le veut Israël, l'Égypte se désintéressant des autres territoires arabes et notamment de Jérusalem, admettant la présence israélienne ; soit un accord partiel en vue d'un règlement global, ainsi que le souhaite l'Égypte. Du même coup, des positions de principe doivent être adoptées sur le statut des territoires occupés par Israël depuis 1967.

KAMPUCHEA : INTERVIEW DE JACQUES JURQUET

● La délégation du PCML, qui a séjourné au Kampuchéa du 9 au 16 septembre dernier sur l'invitation du Comité central du Parti communiste du Kampuchéa, était la première délégation française à se rendre dans ce pays, depuis la libération de Pnom Penh, le 17 avril 1975.

Dans l'interview qu'il nous a accordée, Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, qui conduisait la délégation de son parti, comprenant Alain Castan, Annie Brunel et Camille Granot, a évoqué la visite effectuée et les entretiens qui ont eu lieu dans ce cadre, avec des dirigeants du Parti communiste et de l'État du Kampuchéa : Pol Pot, secrétaire du Parti communiste du Kampuchéa, Ieng Sary, membre du Comité permanent de ce Parti, qui est aussi Premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

Concernant la situation à la frontière Vietnam-Kampuchéa, les dirigeants kampuchéens ont souligné son aggravation. En effet, le gouvernement de Hanoï, poursuivant les tentatives de mise en œuvre de ses plans expansionnistes en Asie du Sud-Est, se livre à l'heure actuelle à d'importants et nouveaux préparatifs de guerre avec l'appui direct du social-impérialisme soviétique.

— Comment s'est déroulée
votre visite ?

— Nous voulions avoir une connaissance de la situation du nouvel État du Kampuchéa démocratique. A ce titre, avant même de commencer à circuler à l'intérieur du pays, nous avons eu deux journées d'entretiens très approfondis avec le camarade Ieng Sary.

A Pnom Penh, nous avons constaté que la ville, bien que peu habitée, a été maintenue en bon état de conservation, que les édifices publics sont entretenus, les parcs et les jardins nettoyés, et que des préparatifs sont faits pour y augmenter peu à peu le nombre de ses habitants. Dans cette ville, nous avons visité notamment une école nationale d'électricité qui forme chaque année 200 à 250 élèves, un hôpital pour enfants et une maternité ; nous y avons visité également l'ancien siège de

l'état-major de Lon Nol, dont le bunker a été transformé en musée, et où l'on peut voir encore toutes les inscriptions et consignes «*doublées*» en américain. C'est au Palais royal, à Pnom Penh, que réside le prince Norodom Sihanouk : à nos questions sur sa situation, le secrétaire du PCK, Pol Pot, nous a assuré qu'il était entièrement libre de ses mouvements et en bonne santé ; il écrit actuellement ses mémoires et se rend périodiquement en visite dans les provinces du Kampuchéa, pour y visiter des chantiers de construction...

— Comment les dirigeants du Kampuchéa expliquent-ils l'évacuation de la capitale, au lendemain de la victoire sur l'impérialisme américain ?

— Pnom-Penh était une ville qui comptait, lors de sa libération, trois millions d'habitants, sur une

population de huit millions. Elle avait été gonflée artificiellement pendant la guerre, les paysans (qui sont 80 % de la population) fuyant devant l'intensité inouïe des bombardements américains contre les campagnes, bombardements dont on voit encore de multiples traces, telles que les édifices et les villages rasés. Deux raisons sont données officiellement de l'évacuation de la capitale : l'incapacité absolue d'assurer le ravitaillement de sa population — il ne restait plus que cinq jours d'approvisionnement —, après, c'était la famine — et la crainte de bombardements américains sur la capitale, où l'on campait dans les rues. Ces éventuels bombardements comme ceux qui ont eu lieu après la Libération dans le sud du Kampuchéa auraient causé des ravages terribles, qui se seraient ajoutés aux 800 000 victimes de la guerre américaine. J'ajoute qu'il restait encore des poches tenues par les lonnoliens et que les risques de troubles que ceux-ci pouvaient provoquer étaient importants ; ils avaient d'ailleurs monté des attentats en faisant exploser quelques charges de plastique à Pnom-Penh.

— Au cours de votre séjour, vous avez effectué divers déplacements à l'intérieur du Kampuchéa ?

— Nous avons parcouru mille kilomètres en train, en voiture et en bateau sur le Mékong. Outre Pnom-Penh, nous avons visité ou traversé notamment les villes de Sisophon, Seum Reap, Kompong Tom, et Kompong Cham. Nous sommes partis d'abord en train, ce qui nous permet de dire

que le réseau ferroviaire a été entièrement réparé. Les voies ont fait l'objet d'un entretien particulièrement vigilant et échappent aux inondations actuelles qui sont les plus fortes depuis 72 ans. Si l'on songe aux innombrables bombardements qui ont eu pour objet les voies ferrées, les gares, les installations ferroviaires jusqu'en avril 1975, on constate donc que la remise en état du pays a été assez rapide.

A Sisophon, nous avons continué dans un petit car Dodge, qui avait été récupéré aux Américains. Nous avons pu constater que les routes avaient également été remises en état, ce qui a demandé un effort considérable. En parcourant des centaines de kilomètres, nous avons pu observer les dévastations résultant de la guerre, de nombreuses maisons détruites dont il ne reste plus que les pilotis qui, eux, ont résisté aux bombes américaines. Mais on a déjà entrepris sur ces lieux la construction de nombreuses maisons.

Nous avons eu l'occasion de visiter deux chantiers de barrages, dont un près du grand lac Tonle Sap. Là, trois mille jeunes gens et jeunes filles, de 15 à 22 ans, travaillent ensemble pour édifier un énorme barrage. Ils nous ont paru travailler avec enthousiasme et être en bonne santé. Le travail est dur, il ne faut pas le sous-estimer, toute la journée avec la palanche, pour porter des pierres et de la terre. On nous a dit que la journée de travail était limitée à huit heures, avec un jour de repos tous les dix jours, conformément à la législation en vigueur dans le Kampuchéa démocratique.

A Kompong Cham, nous avons visité un centre de fabrication d'ampoules pour médicaments et un centre de culture de plantes médicinales, avec un personnel très jeune et nombreux, ce qui témoigne des efforts faits pour la santé du peuple.

A cet égard, je veux rappeler qu'à l'étape actuelle de l'édification socialiste, les deux objectifs principaux sont :

— résoudre le problème de l'eau, c'est-à-dire le problème des inondations et celui de la sécheresse. D'où la construction entreprise depuis la libération d'une quinzaine de barrages. Résoudre le problème de l'eau, c'est résoudre le problème alimentaire du peuple. Aujourd'hui, celui-ci est réglé. Même la première année qui a suivi la libération, il n'y a pas eu de famine, notamment grâce aux mesures qui avaient déjà été prises antérieurement pour nourrir la population, dans les nombreuses zones libérées.

— l'autre objectif, c'est résoudre le problème de la santé. Les dirigeants du Kampuchéa que nous avons rencontrés nous ont assuré avoir réduit de 80 % à 10 % le pourcentage de la population atteinte de paludisme. Il faut dire que les services de santé sont extrêmement développés. Le personnel médical, infirmiers, médecins, a été formé dans une proportion importante dans les maquis, dans les zones libérées, comme ce médecin-chef de la maternité de Pnom-Penh, une jeune fille de 25 ans, formée pendant la guerre, dans les zones libérées.

(à suivre)

Pour mieux lutter

CONNAITRE L'ECONOMIE

1979 : les 8 % de Barre

TOUR DE VIS SUR LES SALAIRES

Par Jean-Pierre MORVAN

● Au Conseil des ministres du 11 octobre, Barre communiquait à ses collègues les « perspectives d'évolution des rémunérations pour la fin de 1978 et pour 1979. » Pas de surprise. Pour le Premier ministre, « la modération de la hausse des rémunérations reste le facteur décisif d'un ralentissement sensible et durable de la hausse des prix et d'une amélioration de l'emploi. » L'intransigeance gouvernementale en cette matière ne se relâche pas d'un pouce. S'il se défend de pratiquer « un dirigisme des salaires », il sait mettre en œuvre quelques mécanismes : la politique du crédit, le développement de la concurrence nationale et internationale, pour « consolider » la fermeté patronale et maintenir l'évolution des salaires selon les objectifs fixés.

SALAIRES :
LE CALCUL

● Le salaire de base qui se présente sous 3 formes (ou comme la combinaison de trois).

— Le salaire « au temps », horaire, journalier, hebdomadaire ou mensuel (80 % des ouvriers environ sont mensualisés).

— Le salaire « à la tâche », aux pièces ou au rendement (14 % des ouvriers environ).

— Le salaire au pourcentage du chiffre d'affaire ou des bénéfices.

● S'ajoutent :

— Les majorations par heure supplémentaire (25 % au moins du salaire horaire par heure effectuée au delà de la 40^e heure par semaine jusqu'à la 48^e heure, 50 % au delà).

— Primes régulières et indemnités : complétant le salaire, elles sont calculées sur la base du temps de travail, à raison de 4,6 % en moyenne pour les ouvriers, 3,2 % pour les employés, 5,6 % pour les agents de maîtrise et techniciens.

— Les congés payés s'ajoutent pour 13,8 % en moyenne en paiement des heures travaillées et aux primes dans l'industrie.

— Les primes occasionnelles et gratifications (13^e mois, prime de bilan...) s'ajoutent pour 6,3 % en moyenne à la rémunération mensuelle des ouvriers, pour 8,9 % pour les autres personnels.

— Les avantages en nature dont l'importance décroît.

— L'intéressement des travailleurs à l'entreprise (ordonnance du 7 janvier 1959), facultatif, qui concerne en fait un chiffre ridicule de salariés.

— La participation des salariés « aux fruits de l'expansion » (ordonnance du 17 août 1967) obligatoire dans les entreprises de plus de 100 salariés, bénéficie à 5 millions de salariés.

● Au salaire s'ajoutent ou se substituent les prestations sociales (assurance maladie, retraite, chômage) résultant des cotisations versées par les employeurs et des salariés.

Les résultats de l'évolution la plus récente des salaires sont devenus pour Barre, en ce début de 1^{er} trimestre, un élément de préoccupation où il voit une remise en cause sérieuse de ces plans. Au 1^{er} trimestre, la hausse des salaires aurait été de 2 %, au second de 5 %, au troisième, elle serait comprise entre 3,5 et 4 %. Il semblerait que les patrons craignent un développement des luttes contre les plans Barre et vont tenter de prendre en quelque sorte les devants !

Si les salaires gardent ce profil d'évolution pour l'année 1978, la hausse pourrait être de 14 ou 15 %, alors que Barre s'était fixé comme objectif 10 %. D'où multiplication des mises en garde, notamment à Strasbourg : « Une hausse trop rapide des rémunérations, c'est sans nul doute un facteur de réduction d'embauche ou une cause de licenciements. » Les travailleurs n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes en somme ! Et les appels solennels : « Je fais appel au sens des responsabilités des chefs d'entreprise et des salariés. » Barre en vient de plus aux mesures : le tour de vis. Resserriments des crédits. Enfin le 11 octobre un rappel lourd de menaces : « L'augmentation des rémunérations pour l'ensemble de cette année devrait être de l'ordre de 10 % ; les hausses à intervenir au cours du 4^e trimestre doivent être délimitées en conséquence », c'est-à-dire compte-tenu de l'évolution des trois derniers trimestres, c'est le blocage pur et simple. Pour 1979, Barre « prévoit une progression de 8 % des prix, les revenus devront progresser de même : 8 % ».

Cette décision appelle plusieurs commentaires.

Bloquer les salaires
pour reconstituer
les profits

Depuis le 22 septembre 1976 Barre s'est donné trois objectifs pour sa « politique d'assainissement » :

— Retour à l'équilibre extérieur, ralentissement des salaires et des primes, augmentation des profits des entreprises qui avaient connu en 1974-75 un sévère nivellement, du fait de la hausse des prix du pétrole et des matières premières, et de la vigilance des travailleurs. Les deux derniers, dans la démarche de Barre, sont intimement liés. C'est en comprimant les coûts de produc-

tion et notamment les salaires, qu'il peut espérer un certain ralentissement de la hausse des prix, mais surtout la reconstitution des profits. Les résultats de 1978 sont à cet égard concluants. Le rapport économique annexé à la loi de finances discutée en ce moment par les députés, indique que le profit brut des sociétés a augmenté, avant impôts de 18 % et après impôts (du fait de la diminution de plus de 10 % de l'impôt pour les sociétés) de 37,2 % ! En sachant que les profits des entreprises nationales n'ont progressé que de 5 à 6 % environ, les profits des sociétés privées ont ainsi, en fait, progressé d'environ 42 % et cela selon les comptes mêmes de la bourgeoisie. Compte-tenu du fait que la progression de la production a été presque nulle, la question qui se pose est : qui a financé cette progression des profits ? Une solution : les salariés ; la masse salariale est passée de 50 % en 1977 à 48,7 % en 1978 de l'ensemble des revenus.

Ainsi, l'objectif de cette politique du « blocage des salaires » est clair : reconstituer les profits. Du côté de la hausse des prix, l'essentiel reste à faire en fait.

Le maintien
du pouvoir d'achat :
pour qui ?

Autre commentaire qu'appellent ces mesures : cette politique du blocage de salaire est présentée comme celle du « maintien du pouvoir d'achat ». Tout semblerait ainsi indiquer que dans le « partage nécessaire des sacrifices » ou dans « la distribution des efforts » au redressement économique, Barre serait soucieux d'équité et attentif à ce que les travailleurs ne fassent pas doublement les frais de la crise : chômage et perte du pouvoir d'achat de leur salaire ! La réalité est toute autre.

Tout d'abord, les augmentations de salaires promises par

Barre dans la marge de la hausse des prix sont calculées en fonction de deux indices : celui des prix et celui du « taux de salaire horaire ouvrier. » Deux indices, deux séries de manipulation, deux occasions de minimiser au maximum les augmentations de salaires des travailleurs.

A propos de l'indice des prix, les manipulations visent à minimiser les hausses de prix les plus fortes et les plus constantes qui concernent précisément la consommation populaire : alimentation, habillement, loyers, transports...

Salaire horaire
et salaire réel

Quant au calcul du « taux de salaire horaire ouvrier », qui est censé mesurer la progression des salaires des travailleurs, il ne tient pas compte d'une série d'éléments importants qui pèsent sur le pouvoir d'achat des travailleurs.

1^o) Il ne tient pas compte de la diminution de la durée de travail : il s'agit d'un taux de salaire horaire d'une heure de travail ; or, depuis 1976, la durée moyenne de travail n'a cessé de diminuer, entraînant avec elle la diminution du salaire. La durée moyenne du travail hebdomadaire a diminué de 1,5 % entre octobre 1976 et octobre 1977. Les ouvriers travaillant entre 40 et 44 heures par semaine sont passés de 30,5 % oct 1976 à 36,8 % en oct. 1977, ceux qui travaillent 40 heures : de 32,5 % à 37,3 %. Aussi, cette diminution du temps de travail réduit de 1/3 environ l'augmentation du taux horaire moyen sur cette période (+12 %, qui passe ainsi à 9 %). Les deux tiers restants (les 9 %) se trouvent laminés par la hausse des prix : 14 % environ selon l'indice CGT pour la même période (octobre 1976 à octobre 1977).

2^o) Il s'agit de l'indice du taux de salaire horaire d'un ouvrier de la région parisienne qui,

de fait, « reflète » très mal la progression des salaires de province.

Le chômage pèse
aussi...

3^o) Cet indice ne tient absolument pas compte de la progression du chômage. La perte de salaire n'est pas un élément du calcul de l'indice du pouvoir d'achat des travailleurs, pour la bourgeoisie ! A cela, il faut ajouter que telle mesure, prise par le Conseil des ministres du 11 octobre, de permettre « l'augmentation des rémunérations » jusqu'à 8 % en 1979, cache le traitement inégal pour les différents revenus, d'abord par le mécanisme de l'échelle mobile (le même taux appliqué à des revenus différents donne des résultats différents), ensuite ces 8 % peuvent être répartis de manière inégale (une moyenne cachant parfois ainsi des écarts considérables) selon les catégories de salaires et de revenus. En matière de maintien du pouvoir d'achat et de réduction des inégalités, Barre n'a qu'une chose à offrir : la manipulation d'indices, le camouflage en matière du pouvoir d'achat, de sa constante érosion.

Depuis le 22 septembre 1976, date de l'annonce du 1^{er} plan Barre, la politique d'assainissement, de retour aux équilibres économiques de Barre ne sont en fait qu'une seule et même politique : la volonté constante et ferme de réduire la part des salaires dans l'ensemble des revenus, pour donner aux entreprises plus de profits, plus de moyens financiers pour de « futurs » investissements qui ne viennent toujours pas ; volonté habillée du mensonge capitaliste que « reconstituer les profits aujourd'hui, c'est financer les emplois de demain ». Une des dernières tentatives pour rendre les travailleurs solidaires de l'avenir du capitalisme !

MINISTRE DU TRAVAIL :

1 284 600 DEMANDEURS D'EMPLOI

La montée du chômage ne cesse de s'accroître. Une statistique du ministère du Travail en témoigne. L'ANPE a enregistré 1 284 600 demandes d'emplois à la fin du mois de septembre. Il s'agit d'un chiffre record à double titre. C'est un chiffre jamais atteint. Ensuite, on enregistre une augmentation record sur un mois : 11,1 % par rapport au mois d'août, c'est-à-dire 127 900 demandeurs d'emplois en plus. En un an, la progression est de 9,3 % soit 109 500 demandeurs.

On peut mesurer là les effets des pactes nationaux pour l'emploi. Si le premier avait permis un

certain fléchissement des demandes d'emploi en septembre 1977, en ajournant en fait pendant quelques mois des demandes d'emploi qui se sont présentées inéluctablement sur le marché du travail, en cours de l'année, l'opération « Pacte-bis » pour 1978 a fait coup nul !

Sur le plan régional, ce phénomène est caractéristique : les chiffres des demandeurs d'emploi sont en hausse partout à l'exception de l'Alsace (-9,4 %) : en Haute Normandie, d'avril à septembre, on note une progression de 20,9 % ; dans le Nord Pas de Calais de 20,5 %, constituant des progressions records.

Et il ne s'agit là que d'une comptabilité en demandeurs d'emploi qui restent très en deça du nombre réel de chômeurs !

Du côté des offres d'emploi, notons l'aveu du ministre du Travail : « Bien qu'assez sensible par rapport au mois d'août 1978, la constance du volume d'offres d'emploi enregistrées à l'ANPE reste essentiellement d'origine saisonnière et ne traduit donc pas un véritable redressement de la situation ». Un camouflet pour Barre et un démenti à Ceyrac qui nous avait prophétisé une réduction du chômage avant la fin de 1978.

Giscard à Perpignan

TOURISME POLITIQUE

Faisant étape à Perpignan avant de se rendre en Andorre, Giscard a reçu mercredi un accueil chaleureux. De la part des personnes qui ont pu l'approcher, c'est-à-dire une toute petite minorité de notables et de giscardiens. En fait, les autorités ont eu peur. Dès le début de l'après-midi, de très importantes forces de police bouclaient le centre de la ville. Seuls ceux qui avaient une invitation en bonne et due forme pouvaient accéder au périmètre délimité. Pour accéder à la préfecture des Pyrénées orientales, là où Giscard a passé la nuit, il

fallait franchir au total huit barrages de CRS et garde-mobilité. Les raisons de ce déploiement policier sont simples : Perpignan est une ville où cumulent divers motifs de révolte : celle des viticulteurs venant du Roussillon, celle des travailleurs, largement touchés ici aussi par le chômage et celle plus générale d'une population qui ressent violemment l'oppression de sa culture catalane.

De ce point de vue, Giscard n'aura pas arrangé les choses, puisqu'il a parlé des « problèmes du Sud-Ouest », généralisant allégrement des problèmes

bien différents, que ce soit ceux des viticulteurs du Roussillon, ceux des paysans d'Aquitaine ou ceux des Catalans. A part cela, on notera les propos léni-fiants du président de la République sur « la vocation européenne de la ville » ou encore sur « la nécessité d'un développement harmonieux des régions de la France ». Autant de propos maintes fois tenus et toujours démentis par les faits. Le seul apport concret de Giscard aura été l'annonce de la nomination du maire de Perpignan, Paul Alduy, comme chargé de mission parlementaire auprès du

ministre des Affaires étrangères. Il est vrai que le Alduy en question est un radical de gauche converti depuis deux ans au giscardisme.

Des propos vagues quand ils n'étaient pas fallacieux, une ville investie par la police, deux manifestations, une des syndicats et une autre du Centre départemental des jeunes agriculteurs, au total plusieurs milliers de personnes dans la rue, voilà le bilan de l'excursion giscardienne. Les problèmes économiques, culturels, politiques de Perpignan demeurent.

Caisse d'Épargne de Rennes

GREVE POUR LA SUPPRESSION DES TABLES D'ECOUTE

Les employés de la Caisse d'Épargne de Rennes, sont en grève totale depuis mardi. Ils exigent du directeur de leur établissement, qu'il supprime la table d'écoute téléphonique qu'il a fait installer depuis quelque temps dans son bureau.

Selon les syndicats de la Caisse d'Épargne, la direction « grâce à cette appa-

reillage approprié, pouvait contrôler et écouter les conversations sur tous les postes » et donc repérer les employés les plus combattifs.

Le directeur de la Caisse d'Épargne, le dénommé Urien, plutôt gêné, mais ne pouvant pas nier l'existence de la table d'écoute, a trouvé une explication pour le moins farfelue :

«... un appareil permettant d'écouter les conversations téléphoniques était effectivement en place... mais il n'en avait jamais fait usage faute de disposer d'autre moyen d'enregistrement...».

Le système des tables d'écoute et plus généralement l'utilisation du matériel électronique pour sur-

veiller les travailleurs et les délégués semble depuis quelque temps attirer le patronat : on se souvient, qu'il y a une quinzaine de jours, dans une usine cette fois, des militants syndicaux découvraient dans leur local, un micro qui permettait d'écouter et d'enregistrer les propos tenus lors des réunions de la section syndicale.

RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS : CHÔMAGE TECHNIQUE ET SALAIRES BLOQUÉS (BERLIET-SAVIEM)

La direction du groupe Renault Véhicules Industriels (Berliet-Saviem) a réuni pour la première fois son comité central d'entreprise pour annoncer en raison de « difficultés », un programme qui est une attaque frontale contre les conditions de travail et d'emploi des travailleurs. La semaine de travail est réduite à 40 heures, des périodes de chômage technique annoncées, il y a déjà quelque temps, sont confirmées. Enfin, la direction du groupe parle, sans doute pour éponger les pertes qui, selon elle, s'élèveraient à 300 millions de francs, « d'évaluer les surcharges concernant l'emploi » : au-

trement dit, des risques de suppression d'emplois sont prévus pour l'année 1979.

ST GOBAIN (RANTIGNY) APRES LA MORT D'UN OUVRIER, LE PATRON RECULE

Le directeur de l'entreprise Saint Gobain à Rantigny, (dans le département de l'Oise) a été inculpé d'homicide volontaire par Mme Trochain, juge d'instruction au tribunal de Beauvais, pour un accident qui avait coûté la mort à un conducteur de chariot élévateur de cette usine. L'enquête a montré que le frein du chariot était défectueux. En outre, l'accident s'était produit dans un lieu très isolé de l'entreprise, l'ouvrier n'avait pu être découvert, qu'une heure après son accident, par ses camarades de travail.

Portugal : les paysans de l'Alentejo s'opposent à la restitution des terres

Les opérations de « restitution des terres » ont repris au Portugal, dans l'Alentejo, sous la protection de très importantes forces de police. Les paysans qui s'opposent à ces mesures de restitution des terres aux anciens propriétaires fonciers liés aux fascistes ont déjà affronté la police. Les heurts ont fait 70 blessés la semaine dernière dans les rangs des paysans. Ces opérations de restitution rentrent dans le cadre de l'application de la loi de septembre 1977, conçue par le gouvernement Soares, mais qui n'avait pas été appliquée jusqu'ici.

USA : «Mort au Ku Klux Klan»

On assiste actuellement aux USA à un regain d'activités des groupes fascistes. Dimanche dernier à Boston des membres du Ku Klux Klan, secte raciste notoire ont tenté de manifester contre l'intégration raciale dans les autobus scolaires, ils se sont heurtés à une centaine de contre-manifestants armés de briques qui scandaient «Mort au Klan !».

Vendanges : saisonniers en grève dans le Medoc

Trente deux travailleurs agricoles saisonniers embauchés pour les vendanges dans le Médoc (Bordeaux) se sont mis en grève pour protester contre les conditions de travail. Ils exigent le repos hebdomadaire le dimanche, la semaine de quarante heures, l'interruption du travail les jours d'intempéries, une amélioration de la nourriture. Le patron propriétaire a donné sa réponse aux revendications : licenciements. Les travailleurs ne l'entendent pas ainsi, et refusent de percevoir leur salaire (qui serait une reconnaissance de licenciement) et de quitter les lieux. Une grève qui a toute son importance, dans ce milieu, où la précarité de l'emploi et la sous-syndicalisation entre autres, freinent les luttes revendicatives.

Centrale du Pellerin (Loire Atlantique) : démission de conseils municipaux

Pour protester contre l'avis favorable du Conseil d'État à l'implantation d'une centrale nucléaire de 1 300 mégawatts, les conseils municipaux du Pellerin et de Cheix-en-Retz ont démissionné. Le décret d'utilité publique ne devrait ainsi pas tarder à être signé. Pourtant la population du Pellerin a clairement exprimé son refus de voir une centrale nucléaire implantée sur ses terres ; de nombreuses manifestations, dont certaines allant jusqu'à l'affrontement avec les flics, ont marqué les différentes étapes de ce projet.

Manœuvres navales franco-espagnoles

Ce mercredi matin ont commencé les manœuvres navales franco-espagnoles, baptisées «France 78». Le thème de la manœuvre est le suivant : un convoi militaire qui va de Carthagène à Palma de Majorque est menacé par des forces sous-marines, de mer et aériennes. Les manœuvres, qui engagent également une partie des armées de l'air françaises et espagnoles, se termineront le 29 octobre.

Echecs



Au terme d'un affrontement qui aura duré trois mois, le Soviétique Karpov a finalement conservé son titre de champion du monde des échecs, en battant le dissident Kortchnoi par 6 parties à 5. Karpov fête sa victoire avec le dénommé Zouchar, parapsychologue envoyé par Moscou pour déconcentrer son adversaire.

L'Ethiopie, le Yemen du Sud et l'Afghanistan bientôt dans le COMECON

Selon une information parue dans le journal *Le Monde*, l'Ethiopie, le Yemen du Sud et l'Afghanistan annonceraient prochainement leur adhésion au Comecon. Ces pays rejoindraient ainsi le Vietnam admis lors de la session de juin à laquelle assistaient également l'Ethiopie, le Laos et l'Angola à titre d'observateurs.

Offensive vietnamienne contre le Cambodge

Plusieurs informations concordent pour indiquer que les Vietnamiens viennent de lancer une offensive militaire contre le Cambodge, en profitant du début de la saison sèche. Selon des sources diplomatiques en provenance de Bangkok, les troupes vietnamiennes protégées par une importante couverture aérienne, tenteraient d'avancer vers Pnom Penh en suivant la route N° 1. La radio cambodgienne fait état de violents combats dans cette région, le Bec du Canard, à 150 km de la capitale. Du 1^{er} au 10 octobre, plus de 400 Vietnamiens auraient été tués, et de nombreux matériels récupérés par les troupes cambodgiennes.

Bombe à neutrons : feu vert américain... pour les pièces détachées

Le délicat problème posé à Carter à propos de la bombe à neutrons est désormais réglé. La Maison Blanche a annoncé mercredi que les USA n'équiperaient pas leur armée avec cette bombe... mais que l'autorisation est donnée pour en construire toutes les pièces constitutives. Ce qui signifie que l'armée américaine pourra être dotée de cette bombe dans un temps record, si le besoin s'en fait sentir. Cette décision va satisfaire les alliés européens des USA, particulièrement la RFA qui avait fait campagne pour la bombe à neutrons.

L'URSS, par contre, s'est constamment élevée contre cette nouvelle arme, qui modifie pour une part l'équilibre des forces entre les deux super-puissances. A la fin de la semaine, les deux ministres des Affaires étrangères, Vance et Gromyko, doivent se rencontrer dans le cadre de la négociation SALT. Ils reparleront sûrement de la décision américaine.